



Revue de Presse

7 Juillet 2015

La Une de la plupart des journaux de ce jour a fait mention de la démission collective du Conseil d'Administration de la compagnie Air Madagascar. Victoire pour les employés qui ont réclamé la démission des instances dirigeantes de la société depuis le début de leur grève. Par ailleurs, les réactions s'enchaînent encore après l'échec de la motion de censure contre le gouvernement. Certaines se réjouissent d'avoir échappé à une tentative de destitution et déclarent vouloir poursuivre la route, d'autres interprètent les résultats du vote comme une perte de la majorité au soutien des actions gouvernementales donc, elles appellent le gouvernement à prendre les dispositions nécessaires.

Politique Interne

REACTIONS APRES LA MOTION DE CENSURE CONTRE LE GOUVERNEMENT :

LE HVM DEMANDE AUX FRONDEURS DE SE POSITIONNER DANS L'OPPOSITION

Lors de la formation destinée aux mandataires des candidats du parti HVM aux prochaines élections communales, Rivo Rakotovao, président national du parti, a déclaré que le TIM, le groupe d'Ambodivona et les députés qui s'étaient alliés pour le vote de la motion de censure contre le gouvernement Ravelonarivo sont devenus ses adversaires politiques. A son avis, les ministres affiliés à ces groupes qui ont approuvé cette destitution devraient quitter l'actuel gouvernement. Pour les députés à qui le parti avait mis sa confiance mais sont devenus meneurs des frondeurs, il demande à ce qu'ils se positionnent désormais dans le camp de l'opposition. Selon certains journaux, l'Exécutif se trouve dans « une position de minorité flagrante » voire critique après ce vote de la majorité des députés à l'Assemblée nationale. Pour les autres, le parti HVM veut mettre à l'écart ses détracteurs et mettre en place un gouvernement 100% HVM.

(L'Express de Madagascar p.5, Ma-Laza p.2 Madagascar Matin p.3, Les Nouvelles p.8, Madagascar Matin p.3, Takoritsika p.3, L'Observateur p.3)

L'ARMADA RECLAME LA DEMISSION DU GOUVERNEMENT

Pour les ténors de l'Alliance Républicaine de Madagascar, les résultats du vote de la motion de censure ont été très clairs même s'ils n'ont pas obtenu les 2/3 des voix requises par la loi. 95 voix sur 151 constituent la majorité des voix, donc, si le Premier ministre est réellement démocratique, lui et son gouvernement doivent démissionner. Tant que le gouvernement persiste à rester en place malgré ces schémas de forces actuelles, le jeu institutionnel sera paralysé, soutient l'ARMADA.

(L'Express de Madagascar p.5, Les Nouvelles p.3)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





MECONTENTEMENT DES DEPUTES A L'EGARD DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE ET DU BUREAU PERMANENT

Après l'échec de la motion de déchéance contre le Président de la République et la motion de censure contre le Premier ministre, la tension monte d'un cran au sein de l'Assemblée Nationale. Des députés expriment leur mécontentement contre le Président Jean Max Rakotomamonjy en affirmant qu'il aurait joué un rôle dans l'échec de la récente motion de censure. Le président de la Nouvelle Majorité Parlementaire va jusqu'à lui demander des explications sur les incidents du vendredi dernier. Quant aux députés soutenant le gouvernement, ils réclament la démission du bureau permanent.

(L'express de Madagascar p.5, La Gazette de la Grande Ile p.5, Ma-Laza p.3)

Elections communales

LE PARTI HVM SE PREPARE AUX ELECTIONS COMMUNALES

En organisant la formation des mandataires des candidats au maire de son parti, le HVM compte remporter le plus des sièges aux prochaines communales. Dans son allocution, le président national du parti, Rivo Rakotovo a fait savoir que ces scrutins sont la base des élections régionales, provinciales et sénatoriales. Pour ce faire, le parti compte sur le soutien et l'engagement de plusieurs personnalités politiques dont l'épouse du Premier ministre, l'actuel ministre de la Communication et des Relations avec les Institutions pour encadrer les candidats répartis dans différentes régions.

(Midi Madagasikara p.2, La Gazette de la Grande Ile p.3 – p.5, Ma-Laza p.3)

LE CANDIDAT HASINA RAKOTOARITSIFA A DONNE DES SOINS GRATUITS A DES FAMILLES DEFAVORISEES

Le candidat de MAMIMI (Malagasy Miray Mifankatia), a amené trois médecins dans le quartier d'Ambohimarina pour donner aux familles défavorisés un accès gratuit aux soins. Une action qu'il a déjà initiée depuis 12 ans, selon ses déclarations. Il a également profité de l'occasion pour déclarer qu'il serait difficile de procéder à une fraude électorale dans la capitale.

(Midi Madagasikara p.3)

LE CANDIDAT HARILALA RAMANANTSOA EN VISITE DANS LES FOKONTANY DU 6EME ARRONDISSEMENT

Pour mieux connaître la capitale et sa population, le candidat de Mada Vision a effectué des descentes dans plusieurs fokontany du 6ème arrondissement. Selon elle, la population a besoin d'être écoutée ce qui n'a pas été toujours le cas auparavant. Harilala Ramanantsoa promet d'apporter une nouvelle vision pour un vrai assainissement de la capitale et pour son développement durable.

(Madagascar Matin p.4)

EISA : RENFORCEMENT DE CAPACITE DES CANDIDATES AUX COMMUNALES

L'Institut Electoral pour une démocratie durable en Afrique a organisé un atelier d'échanges et de bonnes pratiques avec 60 femmes candidates aux communales issues des districts de Befandriana et de Bealanana.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





Des femmes qui sont pour la plupart regroupées au sein d'une association dénommée « Solombavambahoaka Mampihatra ny Miralenta » (Femmes parlementaires et genre). L'atelier vise surtout à encourager les femmes à s'impliquer davantage dans la vie politique. (Midi Madagascar p.3)

Economie

AIR MADAGASCAR, DEMISSION COLLECTIVE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Suite à la récente déclaration du Président de la République à Sainte-Marie sur le possible changement du Conseil d'Administration de la Compagnie aérienne, la plupart des journaux mettent dans leur une que la démission a été effective même si la nouvelle n'a pas été officiellement confirmée par les instances dirigeantes. Les neuf membres conduits par Henri Rabary Njaka seraient remplacés par un comité de directeurs, la question se pose sur le sort de la direction générale de la compagnie et celui de l'ACM. Après 28 jours de grèves, les employés ont ainsi obtenu gain de cause puisque ce départ fait partie de leurs principales revendications. Ils ont toutefois fait remarquer que malgré cette démission du Conseil d'administration, la grève se poursuit jusqu'à ce que l'Etat décide d'annuler les mesures prises à l'encontre de certains employés. Dans une interview accordée à un journal, le ministre du Tourisme, des Transports et de la Météorologie de rappeler que la grève d'un mois a coûté près de 10 millions de USD à la compagnie nationale. Il appelle ainsi les employés à prendre conscience de ces pertes économiques et de poursuivre le dialogue afin de trouver les bonnes solutions. Selon les remarques d'un autre journal, le ministre Ulrich Andriatiana est désavoué par le Président de la République dans sa démarche puisqu'il a encore pris la défense du Président du Conseil d'Administration d'Air Madagascar au micro d'une chaîne privée quelques jours auparavant.

(L'Express de Madagascar p.7, Ma-Laza p.2, La Vérité p.3 et p.4, Les Nouvelles p.15, La Gazette de la Grande Ile p.8)

« Ça suffit », évoque le CCOC, Collectif des citoyens et des organisations citoyennes, dans son communiqué, sorti hier. Ce collectif a rappelé à l'Exécutif les abus qu'il a commis en bafouant le droit de grève des employés de la compagnie Air Madagascar. De plus, il n'a montré aucun signe d'encouragement au dialogue et durcit au contraire sa position au détriment de la survie de l'entreprise nationale.

(Les Nouvelles p.2, L'Express de Madagascar p.6)

LES EMPLOYES DES DOMAINES EN GREVE RECLAMENT LA MISE EN PLACE D'UN NOUVEAU MINISTERE CHARGE DES DOMAINES

Echec du dialogue entre le ministre de tutelle et les employés des domaines en grève depuis le début du mois de juin. En dépit de la déclaration du directeur du foncier annonçant qu'il a donné suite à une partie des revendications, le syndicat maintient sa position et va jusqu'à réclamer la mise en place de son propre ministère. Les raisons invoquées sont que le Ministère en charge de l'Aménagement du Territoire ne prend pas en considération les requêtes des techniciens du service des domaines : la suspension d'octroi de



terrains aux nationaux, l'absence de concertation avec les domaines dans l'établissement de la politique foncière, etc.

(La Vérité p.3, Madagascar Matin p.2, La Vérité p.3)

AEROPORT D'IVATO, EVACUATION DE L'AVION ATR 42 GROUPE TIKO DE SON HANGAR

L'avion ATR 12 du groupe TIKO a été dégagé de l'endroit où il a été garé. L'avocat du groupe, en la personne du Me Andriamadison, monte au créneau pour dénoncer la situation devant les membres de la presse. Selon lui, aucune décision de justice n'a été rendue pour justifier cette expulsion. De plus, la convention, qui a lié le groupe à l'ADEMA, le gérant des infrastructures aéroportuaires d'Ivato, n'a pas fait mention d'expulsion mais plutôt d'arbitrage.

Dans son communiqué paru dans la colonne de l'EXPRESS de MADAGASCAR, la direction générale de l'ADEMA, en charge de la gestion et l'exploitation des infrastructures des 12 principaux aéroports, explique que le groupe TIKO n'a pas honoré ses engagements en matière de paiement de redevances de location du hangar qu'il a occupé depuis 2008. C'est pourquoi, après avoir épuisé les différents recours possibles (lettres de mise en demeure et d'évacuation, demande d'arbitrage auprès du Tribunal d'Antananarivo), l'ADEMA a pris la décision de résilier le contrat en libérant le hangar, acte fait en présence d'un huissier. De l'avis d'un journal, cette expulsion coïncide également avec l'entrée en scène de Madagascar Airways qui veut disposer du hangar en question avant d'obtenir une licence d'exploitation.

(La Gazette de la Grande Ile p.2, L'Express de Madagascar p.2, Ma-Laza p.3, L'Observateur p.5, La Vérité p.2)

LES COOPERATIVES DE TRANSPORT URBAIN MENACENT D'AUGMENTER LES FRAIS DES TAXI-BE A 750 AR

Les coopératives de transport urbain ont lancé un ultimatum à l'endroit des autorités pour qu'elles accordent une hausse à la subvention attribuée aux transporteurs. Le motif invoqué pour expliquer cette demande est que les transporteurs veulent appliquer leur vérité de prix après la hausse des prix à la pompe affichée récemment par les pétroliers.

(La Gazette de la Grande Ile p.9, La Vérité p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





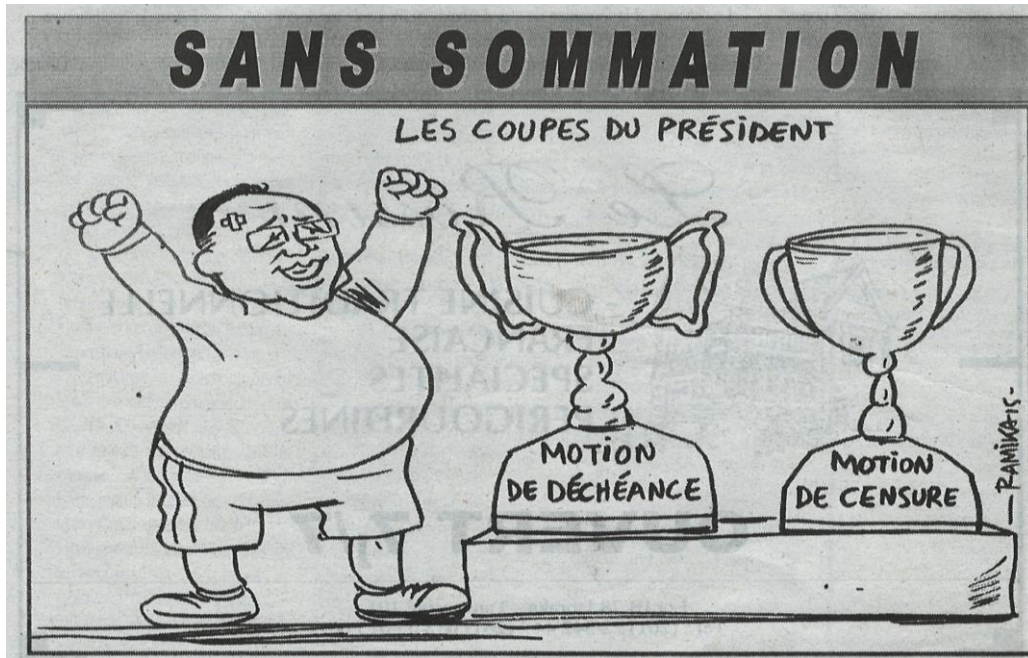
INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Un peu d'humour

(La Gazette de la Grande Ile p.5)



Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVELO: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

